Projet de règlement grand-ducal portant organisation de l'unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'Etat

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les avis de la Chambre d'agriculture, de la Chambre de commerce, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre des métiers, et de la Chambre des salariés ;

Vu la fiche financière ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Chapitre 1. L'organisation de l'unité de sécurité

Section 1. Dispositions générales

Art.1. (1) Est désigné dans le présent règlement grand-ducal par le mot « pensionnaire » toute personne placée à l'intérieur de l'unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'Etat, ci-après appelée « unité de sécurité » en exécution d'une décision formelle des autorités judiciaires conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

(2) Est désigné dans le présent règlement grand-ducal par le mot « directeur » le directeur du centre socio-éducatif de l'Etat.

(3) Le centre socio-éducatif de l'Etat est désigné par le terme « centre »

(4) On entend par le terme « visiteur », toute personne autre que les membres du personnel occupés dans l'unité de sécurité désireuse d'entrer dans l'unité de sécurité ou de visiter un pensionnaire dans l'unité de sécurité.

Art.2. L'unité de sécurité comprend des unités de vie, un service de garde et une infirmerie.

L'unité de sécurité de Dreibern comprend quatre unités de vie dont chacune se compose de trois chambres individuelles pouvant héberger trois pensionnaires.

Les pensionnaires de sexe opposé sont séparés sauf en ce qui concerne les activités communes et l'enseignement socio-éducatif.

Art.3. (1) L'unité de sécurité est placée sous l'autorité du directeur du centre ci-après appelé « directeur ».

(2) Le personnel de l'unité de sécurité se compose a. des membres du personnel du centre occupant un poste dans l'unité de sécurité b. des agents détachés du ministre ayant la Justice dans ses attributions c. des agents détachés du ministre ayant l'Education dans ses attributions et d. des agents détachés du ministre ayant l'Armée dans ses attributions.

Le personnel de l'unité de sécurité comprend a. le responsable de l'unité b. le personnel de garde c. le personnel socio-éducatif d. le personnel psycho-social, e. le personnel d'enseignement et f. le personnel médical.

Les membres du personnel du centre n'occupant pas un poste dans l'unité de sécurité, mais qui s'y acquittent de tâches ponctuelles, ne font pas partie des membres du personnel de l'unité de sécurité.

Un membre du personnel socio-éducatif, psycho-social ou médical du centre peut changer d'une unité vers une autre unité du centre sur base d'une demande motivée établie par écrit à l'adresse du directeur, à condition que sa demande soit approuvée par la commission de surveillance et de coordination et sous réserve de la disponibilité d'un poste vacant dans l'unité dans laquelle il désire travailler.

(3) Tous les membres du personnel occupés ou détachés dans l'unité de sécurité pour en assurer le fonctionnement, exception faite du médecin, sont placés du point de vue disciplinaire sous les ordres du directeur ou de son délégué.

(4) Le personnel de garde assure la surveillance des pensionnaires qui sont placés dans l'unité de sécurité, veille à la sécurité des personnes y ayant accès et veille à la sécurité de l'unité de sécurité. Il veille au maintien de la discipline des pensionnaires ainsi qu'à l'exécution des consignes.

Le directeur ou son délégué organise le service de garde. Il règle le service spécial de la surveillance de jour et de nuit et il effectue soit en personne, soit par un agent par lui désigné, une inspection journalière de l'unité de sécurité.

(5) Les membres du personnel socio-éducatif, du personnel psycho-social, du personnel d'enseignement et du personnel médical veillent à l'exécution des règlements et des instructions applicables dans l'accomplissement de leurs tâches respectives. Ils sont chargés d'observer et d'encadrer les pensionnaires pendant la durée de leur placement dans l'unité de sécurité.

(6) Les ministres des cultes et les conseillers moraux nommés par le ministre ayant les Cultes dans ses attributions auprès l'unité de sécurité sont en charge de l'assistance morale et de l'encadrement spirituel des pensionnaires.

(7) Les modalités pratiques relatives à l'organisation, à la gestion administrative et financière de l'unité de sécurité sont établies par un règlement intérieur établi par le directeur, et approuvées par la commission de surveillance et de coordination.

Art.4. (1) Pour assurer les soins médicaux à dispenser aux pensionnaires de l'unité de sécurité le directeur ou son délégué veille à la présence d'un infirmier et/ou d'un médecin dans tous les cas où sa présence est indiquée en raison de l'état de santé du pensionnaire et dans tous les cas où les dispositions légales ou réglementaires prescrivent la présence d'un médecin.

(2) Pour assurer la présence d'un médecin dans l'unité de sécurité; le ministre ayant l'Enfance et la Jeunesse dans ses attributions peut prendre recours, sur avis du directeur ou de son délégué, à des médecins autorisés à exercer les professions de santé requises, qu'ils soient établis en profession libérale ou attachés à des organismes publics ou privés. Les prestations des médecins sont rémunérées, s'il s'agit de professionnels établis à leur propre compte, suivant vacation horaire à déterminer par le ministre de la Santé, et, s'il s'agit de professionnels engagés par des établissements publics ou privés, par forfait à négocier avec ces établissements.

Section 2. La sécurité de l'unité de sécurité

2.1. Dispositions générales

Art.5. (1) Les modalités pratiques relatives à l'organisation de la sécurité à l'intérieur de l'unité de sécurité sont précisées dans un règlement interne de l'unité de sécurité à établir par le directeur du Centre approuvé par la commission de surveillance et de coordination.

(2) Tout événement grave touchant à l'ordre, à la discipline ou à la sécurité de l'unité de sécurité, tout acte de violence entre pensionnaires, tout acte de violence à l'égard du personnel de l'unité de sécurité, tout suicide, et toute tentative de suicide sera immédiatement porté par le directeur ou son délégué à la connaissance du juge de la jeunesse, du président de la commission de surveillance et de coordination et du procureur d'Etat. Il en va de même des actes de violences commis par les membres du personnel à l'égard des pensionnaires

(3) Lorsqu'un crime ou un délit a été commis dans l'unité de sécurité, le directeur ou son délégué dresse rapport des faits et en avise directement et sans délai le procureur d'Etat, le juge de la jeunesse compétent, la police grand-ducale et le président de la commission de surveillance et de coordination.

(4) La police grand-ducale, le procureur d'Etat, le juge de la jeunesse compétent et le président de la commission de surveillance et de coordination sont informés immédiatement de l'évasion d'un pensionnaire de l'unité de sécurité avec l'identité de l'évadé, son profil, ses

antécédents judiciaires et tous les renseignements utiles à sa recherche et à son placement dans l'unité de sécurité.

(5) Tout incident visé aux paragraphes 2 à 4 du présent article fait l'objet d'un rapport écrit circonstancié relatant les causes ayant déclenché l'incident, les circonstances qui l'ont accompagné, les membres du personnel qui sont intervenus ainsi que les moyens mis en œuvre pour en prévenir la répétition. Le rapport est transmis au procureur d'Etat avec copie au juge de la jeunesse et au président de la commission de surveillance et de coordination.

2.2. L'accès à l'unité de sécurité

Art.6. Tout pensionnaire lors de son admission dans l'unité de sécurité est accueilli conformément aux lois et aux règlements en vigueur. Aucune personne ne peut être admise dans l'unité de sécurité sans titre de placement valable.

Au moment de l'admission d'un nouveau pensionnaire, le directeur ou son délégué doit se faire remettre par les agents de la Police grand-ducale, assurant le transfert à l'unité de sécurité, un certificat d'aptitude au placement établi par un médecin.

Le directeur ou son délégué ne peut refuser un pensionnaire du sexe féminin dont l'accouchement pendant le séjour est à prévoir. L'enfant incapable de se passer des soins de sa mère placée dans l'unité de sécurité ne pourra accompagner sa mère dans l'unité de sécurité qu'en vertu d'une mesure de placement prise spécialement pour l'enfant, soit par le juge de la jeunesse, soit par le Procureur d'Etat, dans les cas d'urgence. L'enfant placé par les autorités judiciaires bénéficie d'une surveillance médicale et d'un accompagnement social avec sa mère pendant son séjour dans l'unité de sécurité. Les enfants admis avec leur mère peuvent être gardés par celle-ci dans leur chambre ou cellule; ils y disposent toujours d'une couchette séparée. Les enfants qui peuvent être séparés de leur mère ne sont pas admis.

Art.7. (1) Avant d'être admis à une unité de vie de l'unité de sécurité, le pensionnaire est obligé de déposer au poste de garde l'argent et les objets dont il est porteur à l'exception de sa bague d'alliance. Au moment de son entrée dans l'unité de sécurité le personnel de garde prend une photo d'identité du pensionnaire à des fins de son identification.

(2) Tous les médicaments, tous les stupéfiants et plus généralement tous les objets dont l'usage au centre est prohibé et dont le pensionnaire est porteur au moment de son admission, lui sont retirés.

(3) Le dépôt de l'argent, des objets de valeur et des objets personnels est constaté dans un inventaire dont lecture est donnée au déposant qui le signe. Si le déposant refuse de signer, ce fait est mentionné au bas de l'inventaire qui est alors signé par le fonctionnaire qui reçoit le dépôt et par le témoin. Les objets déposés seront transmis aux fins de conservation au service de gestion administrative du centre et un récépissé des pièces inventoriées est remis entre les mains du pensionnaire. Un compte sera ouvert au nom du pensionnaire et les fonds touchés pendant son placement dans l'unité de sécurité de même que les objets déposés lui seront restitués au moment de la sortie de l'unité de sécurité.

Toutefois le pensionnaire peut être autorisé par le directeur ou son délégué, à recevoir des objets personnels tels que la montre ou des photographies des proches.

2.3. La fouille corporelle

Art.8. (1) Au moment de son admission dans l'unité de sécurité, pendant son séjour dans l'unité de sécurité et à chaque fois que le pensionnaire réintègre l'unité de sécurité suite à une sortie autorisée ou à une évasion, le pensionnaire fait l'objet d'une fouille corporelle dans les conditions de l'article 10 bis de la loi. Au cas où préalablement à son entrée dans l'unité de sécurité le pensionnaire a déjà fait l'objet d'une fouille corporelle et qu'il a depuis lors été sous la surveillance permanente des agents de police, la fouille corporelle prévue à l'entrée de l'unité de sécurité par le présent paragraphe est réputée exécutée.

En tout état de cause la fouille corporelle est réalisée dans le respect de la dignité humaine et des dispositions légales et réglementaires applicables. Elle se déroule dans le respect mutuel et de coopération entre les agents qui devront effectuer la fouille corporelle et le pensionnaire qui en fait l'objet.

La fouille intime ne peut avoir lieu qu'en présence du médecin requis à cet effet par le directeur sur présentation de la décision écrite du juge ou du procureur d'Etat.

(2) La fouille simple à l'entrée et dans l'enceinte de l'unité de sécurité est réalisée à l'aide de l'usage des dispositifs techniques tels que le portique de sécurité, les détecteurs portatifs ou scanners à rayons X et en cas de besoin au moyen d'une palpation, sans que le pensionnaire ait à se dévêtir partiellement ou intégralement.

(3) La fouille intégrale doit être effectuée en présence de deux agents du même sexe que le pensionnaire et doit avoir lieu dans un local chauffé à une température agréable qui met le pensionnaire faisant l'objet de la fouille à l'abri des regards de tiers.

Avant de procéder à la fouille intégrale, les agents indiquent les raisons motivant la fouille intégrale ordonnée par le directeur ou son délégué au pensionnaire et lui expliquent le déroulement de la fouille intégrale.

Les agents attirent l'attention du pensionnaire sur la nécessité de coopérer à la mise en œuvre de la fouille intégrale tout en suivant leurs instructions en rapport avec le déroulement de la fouille et l'informent sur les conséquences d'un refus de suivre les instructions des agents. Avant de procéder à la fouille intégrale les agents s'assurent que le pensionnaire est prêt à coopérer au déroulement de la fouille et en cas d'opposition ou de refus de sa part, ils lui donnent un time-out ne pouvant dépasser une demie heure pour lui permettre de réfléchir sur les conséquences d'un refus de coopérer.

Au cours du déroulement de la fouille intégrale les agents procèdent d'une manière professionnelle et digne, en tenant compte de la sensibilité et de la vulnérabilité de la personne mise à nu, et procèdent de façon à réduire au minimum son sentiment de gêne.

Le déroulement de la fouille intégrale doit se faire dans des conditions hygiéniques convenables. Pour procéder à la fouille intégrale les agents portent obligatoirement des gants de protection.

L'agent procède au contrôle visuel de la cavité buccale, du nez, des oreilles et des mains. Ensuite le pensionnaire est invité à passer ses mains dans les cheveux et derrière les oreilles. Le contrôle visuel de la cavité buccale, du nez et des oreilles consiste dans un contrôle externe de ces orifices corporels.

Le pensionnaire enlève alors ses vêtements, qui sont vérifiés en détail. Lors de l'enlèvement de ses vêtements le pensionnaire est d'abord invité à se mettre torse nu et les mains à plat contre le mur. Il se penche en avant pour permettre le contrôle visuel des aisselles. Le cas échéant, le pensionnaire de sexe féminin est prié de relever ses seins. Après avoir pu se rhabiller, le pensionnaire est invité de mettre à nu la partie inférieure de son corps et d'écartier ses jambes. Les jambes écartées et les mains à plat contre le mur, il se penche vers l'avant, permettant ainsi le contrôle visuel de l'entrejambe, de la plante des pieds et des espaces entre les orteils. Le pensionnaire peut être invité à tousser, sous condition que les mesures d'hygiène nécessaires puissent être garanties.

Les agents en charge des opérations de la fouille intégrale ne toucheront pas le pensionnaire qui coopère. En aucun cas les agents en charge des opérations de la fouille intégrale ne toucheront les cavités corporelles du pensionnaire.

Tout refus d'obtempérer est signalé immédiatement au directeur ou à son délégué.

En cas de résistance passive ou active à la fouille intégrale et après injonction ultime des agents en charge de la fouille de coopérer avec eux, le pensionnaire sera contraint par la force. Dans ce cas les agents utilisent la contrainte selon les dispositions légales applicables. Le cas échéant, le pensionnaire revêtira des vêtements mis à la disposition par l'administration.

(4) Après avoir pratiqué la fouille corporelle, les agents en charge de l'exécution de la fouille corporelle sont tenus de consigner sans délai les données prévues au paragraphe 3 de l'article 11 bis de la loi dans le fichier spécial des fouilles.

Aucune forme d'humiliation ou de voyeurisme ne peut être tolérée. Toute irrégularité est à rapporter au directeur ou à son délégué. Tout incident est à consigner dans le fichier spécial des fouilles et est à signaler sans délai au directeur ou à son délégué.

(5) On entend par cavité corporelle les orifices corporels suivants à savoir le vagin, le rectum, le méat urinaire, la cavité buccale, le nez et les oreilles. L'examen des orifices corporels ne peut être opéré que dans le cadre d'une fouille intime et il doit être pratiqué avec les plus grandes précautions. Comme la fouille intime est subordonnée à la décision du juge de la jeunesse ou du procureur d'Etat; le médecin qui procède à la fouille intime doit en informer le pensionnaire avant que ne soit pratiquée la fouille intime.

2.4. Les visites

Art.9. (1) On entend par visiteur toute personne autre que a. les membres du personnel de l'unité de sécurité visés par l'article 3 b. les magistrats ayant décidé du placement du pensionnaire dans l'unité de sécurité et c. les agents de la force publique qui dans l'exercice de leurs fonctions et dans le cadre de leur mission rendent visite à un pensionnaire dans

l'unité de sécurité. Les personnes visées sous les points a à c ont accès à tout moment dans l'unité de sécurité sur présentation d'un badge d'entrée ou sur présentation d'une pièce d'identité établissant leur fonction et sur indication du motif de leur visite. Les personnes visées sous les points a à c doivent se soumettre au contrôle électronique du portique d'entrée.

En principe les visites effectuées par les visiteurs dans l'unité de sécurité ont lieu entre 8 heures du matin et 12 heures du midi et entre 14 heures et 18 heures de l'après-midi, sauf exception accordée par le juge de jeunesse instrumentaire.

Tout visiteur doit en principe être en possession d'un permis de visite qui est à retirer au greffe du juge de jeunesse compétent. Le permis de visite précise les conditions dans lesquelles la visite peut avoir lieu.

A titre d'exception, un visiteur ne disposant pas d'un permis de visite établi par le juge de jeunesse compétent peut être admis à rendre visite à un pensionnaire dans l'unité de sécurité aux conditions cumulatives suivantes : a. de justifier de son identité b. d'indiquer le motif de sa visite c. qu'il n'existe pas de contre-indications à sa visite et d. d'avoir obtenu l'autorisation préalable du directeur. Le directeur ou son délégué ne peut autoriser la visite qu'après avoir vérifié qu'il n'existe pas de contre-indications à la visite et après information du juge de la jeunesse.

En tout état de cause l'entrée dans l'unité de sécurité est refusée à tout visiteur en état d'ébriété ou en état d'intoxication manifeste.

(2) Lors de son arrivée à l'unité de sécurité, tout visiteur doit prouver son identité au moyen d'une pièce officielle munie d'une photo d'identité, qui lui est restituée à la fin de la visite et il doit exhiber son permis de visite ou l'autorisation du directeur ou de son délégué.

Les visiteurs privilégiés visés par le paragraphe 1 de l'article 11 sont annoncés par le directeur ou son délégué au membre du personnel qui est de garde à l'entrée de l'unité de sécurité.

Au moment de l'arrivée du visiteur à l'entrée de l'unité de sécurité, le membre du personnel qui est de garde a le droit de demander la pièce d'identité du visiteur, en cas de besoin le permis de visite ou l'autorisation du directeur ou de son délégué et le motif de sa visite. Par ailleurs le membre du personnel qui est de garde à l'entrée de l'unité de sécurité procède au contrôle du visiteur au portail d'entrée.

Il est interdit à tout visiteur d'emmener des substances ou des objets pouvant présenter un danger pour la sécurité de l'unité de sécurité ou pour ses occupants.

Le visiteur, ne peut emmener aucun objet dans les lieux prévus pour les visites; excepté les personnes visées aux articles 11 et 12 et excepté les membres du personnel du centre agissant dans le cadre d'une mission et les membres des corps de métier admis dans l'unité de sécurité en vue d'y procéder à des travaux. La personne admise à emmener des objets dans les lieux prévus pour les visites ne peut emmener que des objets nécessaires à l'exécution de sa mission.

Il est fait exception à l'interdiction d'emmener des objets dans les lieux prévus pour les visites des pensionnaires dans l'unité de sécurité, pour les cadeaux destinés au pensionnaire, à condition d'avoir fait l'objet d'un contrôle préalable par un des membres du personnel de

garde à l'entrée de l'unité de sécurité. Ce contrôle est effectué par le dispositif technique à l'entrée de l'unité de sécurité. En cas de besoin le cadeau peut être ouvert par un membre du personnel de garde qui vérifie que le cadeau ou son emballage ne contiennent pas des objets ou substances interdites dans l'enceinte de l'unité de sécurité.

Le membre de personnel de l'unité de sécurité qui est de garde à l'unité de sécurité veille à l'enregistrement journalier des données prévues par le paragraphe 2 de l'article 11 bis de la loi dans le fichier de l'unité de sécurité pendant le temps qu'il est de garde.

(3) Le directeur ou son délégué peut refuser l'entrée des visiteurs dont le comportement est de nature à compromettre la sécurité de l'unité de sécurité, de son personnel ou des occupants et au besoin les en expulser.

Le membre du personnel qui est de garde à l'entrée de l'unité de sécurité a le droit de refuser l'entrée dans l'unité de sécurité à toute personne non autorisée d'avoir accès à l'unité de sécurité, à toute personne qui refuse de se soumettre au contrôle de sécurité à l'entrée, à toute personne en possession d'objets prohibés à l'intérieur de l'unité de sécurité et à toute personne qui de par son comportement compromet la sécurité de l'unité de sécurité.

Art.10. (1) S'il y a des indices sérieux de risque de fuite, de mise en danger de la sécurité de l'unité de sécurité ou des risques faisant présumer la commission d'une infraction ; le directeur peut ordonner la surveillance des visites, à l'exception des visites du médecin ou des personnes visées aux articles 11 et 12, à moins que ces personnes ne demandent expressément que la visite se fasse en présence d'un membre du personnel de garde.

(2) Le pensionnaire ne peut recevoir plus de trois adultes par visite. Les mineurs d'âge ne sont admis qu'accompagnés d'un adulte. Le nom du visiteur est également consigné dans la notice individuelle du pensionnaire concerné.

(3) Le visiteur qui refuse de se soumettre au contrôle de sécurité à l'entrée, se voit refuser l'accès à l'unité de sécurité. Le contrôle de sécurité à l'entrée vise les visiteurs admis à l'unité de sécurité et s'il y a lieu leurs bagages.

Le contrôle de sécurité des visiteurs admis à l'unité de sécurité se fait grâce à l'utilisation du sas de sécurité installé à son entrée.

Les modalités du contrôle de sécurité sont précisées par le règlement intérieur de l'unité de sécurité.

Art 11. (1) Les fonctionnaires, les magistrats, les officiers ministériels et les médecins agissant dans l'exercice de leur fonction dans le cadre de la protection de la jeunesse, ainsi que le médiateur, les contrôleurs externes des lieux privés de liberté et l'Ombudsman fir d'Rechter vum Kand, sont admis à rendre visite et à communiquer avec les pensionnaires en tout temps hors de la présence d'un membre du personnel, après avoir préalablement informé la direction du centre et le juge de la jeunesse instrumentaire de leur visite et du motif de leur visite.

Les personnes visées au paragraphe 1 ne peuvent pas intervenir directement ou indirectement sur les décisions prises par les autorités judiciaires dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse.

Les visiteurs visés au paragraphe 1 doivent se soumettre au contrôle de sécurité à l'entrée de l'unité de sécurité. Ils font l'objet d'une fouille simple. Leurs bagages sont soumis à un contrôle à l'aide de moyens de détection électronique, sans que leur contenu puisse faire l'objet d'une inspection. L'accès à l'unité de sécurité pourra leur être refusé si elles refusent de se soumettre au contrôle de sécurité à l'entrée ou si le contrôle de sécurité à l'entrée établit que ces personnes détiennent des substances ou des objets pouvant présenter un danger pour la sécurité de l'unité de sécurité ou pour ses occupants.

(2) Les membres des barreaux luxembourgeois ont le droit de communiquer librement et hors la présence d'un membre du personnel pendant les heures de service avec les pensionnaires dont ils assurent la défense.

Les avocats peuvent visiter dans les mêmes conditions que les personnes visées au paragraphe 1 tout pensionnaire à condition que celui-ci ait au préalable rempli un formulaire établi à ces fins par la direction du centre. Ce formulaire qui, pour sauvegarder le secret professionnel, ne devra renseigner en rien sur les motifs de l'entretien.

Les avocats doivent se soumettre au contrôle de sécurité à l'entrée dans l'unité de sécurité dans les mêmes conditions que les visiteurs visés au paragraphe 1. L'accès à l'unité de sécurité peut leur être refusé dans les mêmes conditions applicables aux personnes visées au paragraphe 1.

La qualité de membre des barreaux luxembourgeois est établie soit suivant certificat à établir par les barreaux, soit selon les dispositions du règlement grand-ducal à prendre en exécution de l'article 5 de la loi du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestation de service au Grand-Duché de Luxembourg des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Sont assimilés aux membres des barreaux luxembourgeois, aux fins des dispositions du présent article, les avocats non-inscrits aux barreaux luxembourgeois habilités à exercer en prestation de service leurs activités dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

Dans tous les cas l'avocat ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne, non inscrit à un barreau luxembourgeois, doit prouver sa qualité de membre du barreau d'un pays membre de l'Union européenne.

L'admission d'un avocat ressortissant d'un pays tiers en dehors de l'Union européenne, non inscrit à un barreau luxembourgeois, ne peut avoir lieu qu'en présence d'un membre d'un barreau luxembourgeois ou en vertu d'une autorisation spéciale, délivrée par le juge de jeunesse compétent.

Art.12. (1) Le pensionnaire a le droit de s'entretenir avec un intervenant professionnel ne faisant pas partie des membres du personnel de l'unité de sécurité dont l'intervention est ordonnée sur prescription médicale, librement et sans témoin.

(2) Le pensionnaire peut s'entretenir avec un ministre du culte ou avec un intervenant professionnel ne faisant pas partie des membres du personnel de l'unité de sécurité, librement et sans témoin. Lesdits visiteurs doivent être reconnus par les autorités luxembourgeoises compétentes.

(3) Les personnes visées aux paragraphes 1 et 2 doivent être munies d'un permis de visite et se soumettre au contrôle de sécurité à l'entrée de l'unité de sécurité dans les mêmes conditions que les visiteurs visés au paragraphe 1 de l'article 11. L'accès à l'unité de sécurité peut leur être refusé dans les mêmes conditions applicables aux personnes visées à l'article 11.

Art.13. Il est interdit au personnel du centre et à tout visiteur de photographier et de filmer l'intérieur de l'unité de sécurité à moins d'y être autorisé spécialement par le directeur du centre ou son délégué et exception faite des agents agissant dans le cadre d'une enquête pénale. Il en est de même de tout croquis, prise de vues ou enregistrement sonore et visuel se rapportant à la mesure de garde ou de placement dans l'unité de sécurité.

2.5. Les transferts

Art.14. (1) Lorsqu'un traitement du pensionnaire en milieu hospitalier est indiqué par le médecin traitant ; le transfert du pensionnaire de l'unité de sécurité vers l'hôpital est assuré par la police grand-ducale et au besoin par le recours aux services ambulanciers d'urgence.

(2) La disposition du paragraphe 1 de l'article 14 ne fait pas obstacle à la faculté du directeur du directeur adjoint ou de son délégué d'ordonner en cas d'urgence le transfert immédiat du pensionnaire par les seuls services ambulanciers d'urgence. Dans ce cas le pensionnaire sera accompagné par deux membres du personnel du centre.

2.6. La sortie de l'unité de sécurité

Art.15. (1) La sortie du pensionnaire de l'unité de sécurité ne peut se faire qu'en exécution d'une décision formelle des autorités judiciaires conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

(2) Au moment de la levée de la mesure de placement, il est obligatoirement délivré à tout pensionnaire un billet de sortie indiquant le nom, prénom, domicile, date et lieu de naissance du pensionnaire, la nature de son placement, la date et l'heure de sa sortie de l'unité de sécurité. Une copie de ce certificat est classée dans son dossier individuel et mention en est fait dans la notice individuelle du pensionnaire libéré.

(3) Les effets personnels, les pièces d'identité conservés auprès du service de gestion administrative du centre et le solde du compte du pensionnaire lui sont remis. Le pensionnaire doit donner décharge des objets et de l'argent qui lui ont été restitués en signant un récépissé. Au cas où le pensionnaire est mineur d'âge le récépissé est contresigné par l'autorité investie du droit de garde. En cas de refus de la décharge de la part du pensionnaire, un procès verbal est établi et paraphé par le préposé du service de gestion administrative portant mention du refus de décharge du pensionnaire et énumération des objets, pièces d'identité et du pécule remis au pensionnaire au moment de sa sortie de l'unité de sécurité.

(4) Lorsque plusieurs pensionnaires sont libérables le même jour, ces sorties sont, dans la mesure du possible, espacées dans le temps.

Chapitre 2. La vie à l'intérieur de l'unité de sécurité

Section 1. Les droits et devoirs des pensionnaires

Art.16. (1) Les pensionnaires circulent librement dans l'enceinte de l'unité de vie, sauf les restrictions à établir par le directeur ou son délégué.

Dans l'unité de sécurité, le lever et le coucher et les modalités applicables au déroulement de la journée sont fixés par le règlement d'ordre intérieur.

Au signal du lever les pensionnaires quittent le lit, font leur toilette et mettent leur chambre en ordre.

L'horaire journalier et les détails de service, notamment le temps consacré à l'encadrement du pensionnaire dans le cadre de la mise en œuvre du projet individualisé, les heures de repos, les heures des repas, de la sortie à l'air libre et des activités organisées par l'unité de sécurité sont fixés par le directeur ou son délégué. Cet horaire doit tenir compte de la nécessité d'accorder aux pensionnaires un temps suffisant pour leur toilette et pour leur détente.

La durée pendant laquelle les pensionnaires sont laissés la nuit dans leur cellule ne peut excéder dix heures.

(2) Les pensionnaires ont le droit d'accéder pendant la journée à l'espace sécurisé en plein air de l'unité de sécurité conformément aux dispositions arrêtées par le règlement d'ordre interne, sauf les restrictions à établir par le directeur ou son délégué. Ils sont obligatoirement encadrés par le personnel de garde présent. En tout état de cause, la durée d'accès à l'espace sécurisé en plein air ne peut être inférieure à une heure par journée.

(3) L'unité de sécurité fournit aux pensionnaires trois repas par jour, dont au moins un chaud. Le régime alimentaire est équilibré et tient compte des convictions religieuses des pensionnaires.

Les repas sont pris dans les locaux communs suivant les conditions fixées par le directeur ou son délégué.

Une nourriture particulière est accessible au pensionnaire ayant besoin, sur ordonnance médicale, d'un régime alimentaire spécial.

(4) Si le nouveau pensionnaire ne possède pas de vêtements adéquats, le centre met des vêtements adéquats à sa disposition.

Lors de son admission à l'unité de sécurité, chaque pensionnaire reçoit un set de produits hygiéniques qui est renouvelé mensuellement.

(5) Les pensionnaires sont placés en chambre individuelle pendant la nuit.

(6) Au moment de son admission et suite à un premier entretien avec le personnel encadrant, le nouveau pensionnaire sera accompagné dans son unité de vie. Endéans les deux jours

ouvrables au plus tard suivant son admission le responsable de l'unité de l'institut d'enseignement socio-éducatif et un membre du service psycho-social feront sa connaissance.

(7) Durant la période scolaire en vigueur, tous les pensionnaires soumis à l'obligation scolaire sont tenus de suivre les cours de l'Institut d'Enseignement Socio-Educatif dans l'enceinte de l'unité de sécurité.

Les pensionnaires qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et qui fréquentent régulièrement la classe d'initiation professionnelle peuvent toucher une prime d'encouragement crédité à leur compte personnel.

Pendant la diffusion des cours, les agents du personnel de garde se trouvent soit dans la salle de classe, soit dans le couloir devant la salle de classe.

(8) L'unité de sécurité organise des activités éducatives, formatrices, artistiques, culturelles, récréatives et sportives qui font partie de la prise en charge des pensionnaires. Le directeur ou son délégué a le droit d'assortir la participation du pensionnaire à ces activités d'un certain nombre de conditions en tenant compte de l'évolution du pensionnaire au cours de son placement dans l'unité de sécurité. En tout état de cause le pensionnaire est tenu de coopérer avec le personnel d'encadrement et de garde et de participer aux activités pour lesquelles il s'est engagé dans le cadre du projet individualisé.

Art.17. (1) Tout au long de leur séjour à l'unité de sécurité, les pensionnaires ont droit aux soins médicaux requis dans l'intérêt de leur santé et aux traitements indispensables de leurs maladies.

Dès son admission dans l'unité de sécurité le personnel médical veille à remettre au pensionnaire la dose des médicaments légalement prescrits par le médecin dont le pensionnaire aura besoin pour des raisons de santé.

(2) Le directeur ou son délégué peut inviter un médecin à soumettre un pensionnaire à un contrôle médical, dans l'intérêt de celui-ci, des autres pensionnaires ou des membres du personnel de l'unité de sécurité.

Le médecin appelé par l'unité de sécurité décide du traitement à réserver au pensionnaire. Si la nécessité en est constatée par le médecin traitant, le directeur ou son délégué fait transférer par la police grand-ducale le pensionnaire dans un établissement hospitalier.

Le directeur ou son délégué en avertira aussitôt le juge de la jeunesse compétent.

(3) Sur demande du médecin traitant, les médicaments prescrits ne sont pas conservés par le pensionnaire concerné, mais distribués par l'infirmière de l'unité de sécurité conformément à l'ordonnance établie par le médecin traitant.

(4) Les données concernant la santé du pensionnaire sont consignées dans un dossier médical individuel géré par le médecin mandaté.

Art.18. (1) Le pensionnaire peut donner et recevoir un appel téléphonique gratuit par jour, en présence d'un membre du personnel au cas où une telle présence est indiquée par le directeur ou son délégué.

Le pensionnaire a le droit de communiquer librement par téléphone avec les personnes énumérées à l'article 11 et avec son médecin ou avec son psychiatre entre 9 heures du matin et 16 heures de l'après-midi et ce à titre gratuit et en dehors de la surveillance d'une tierce personne.

Par égard aux autres pensionnaires, la durée des communications peut être limitée par le directeur ou son délégué à des proportions raisonnables. La durée minimale est de cinq minutes par appel téléphonique.

Le pensionnaire peut consulter l'internet dans les conditions indiquées par la direction du centre. L'accès aux réseaux sociaux sur internet est prohibé pendant la durée du séjour du mineur dans l'unité de sécurité. La direction du centre veille à sécuriser l'internet dans le but de permettre un usage conforme à la protection de la jeunesse.

(2) Toute correspondance avec et de la part du pensionnaire est à transmettre au juge de la jeunesse et à la direction de l'unité de sécurité, excepté le courrier transmis par voie postale entre le pensionnaire et son avocat.

(3) Toute correspondance par voie postale avec et de la part du pensionnaire est soumise pour des raisons de sécurité de l'unité de sécurité à un contrôle à l'aide d'un moyen de détection électronique au portail d'entrée de l'unité de sécurité, sans pouvoir être ouverte.

Les paquets adressés aux pensionnaires sont ouverts et contrôlés à leur arrivée à l'unité de sécurité, exception faite des paquets adressés aux pensionnaires de la part de l'avocat. Toutefois ces derniers font l'objet d'un contrôle à l'aide d'un moyen de détection électronique au portail d'entrée de l'unité de sécurité sans pouvoir être ouverts.

En tout état de cause toute correspondance par voie postale, qui lors du contrôle au portail d'entrée de l'unité de sécurité révèle l'existence d'objets dont l'usage est interdit à l'intérieur de l'unité de sécurité est renvoyée à son destinataire ou confiée aux autorités de police judiciaire sans devoir être remis au pensionnaire. Toute correspondance par voie postale dont le destinataire n'est pas identifiable est détruite sur le champ.

Les pensionnaires ne sont pas autorisés à recevoir des médicaments, de l'alcool ou des substances psychotropes ainsi que tout autre objet susceptible de constituer un danger pour le pensionnaire, pour les autres pensionnaires, pour les membres du personnel de l'unité de sécurité.

(4) Le juge de la jeunesse, le directeur ou son délégué peut restreindre ou superviser toute communication entre le pensionnaire et l'extérieur lorsqu'il existe des impératifs sérieux quant à la sécurité de l'unité de sécurité, de ses pensionnaires ou des membres du personnel du centre ou quant à la sécurité de tierces personnes extérieures par rapport à l'unité de sécurité ou lorsque les restrictions ou supervision s'imposent pour les besoins d'une enquête pénale en cours, la prévention d'infractions pénales, la protection du pensionnaire et la protection des victimes d'infractions.

Art.19. Chaque pensionnaire reçoit de l'argent de poche contre récépissé, sur base hebdomadaire. Le montant des avoirs en euros est crédité sur son compte ouvert au nom du pensionnaire. Dans les limites des avoirs de son compte, le pensionnaire peut, dont les conditions à fixer par le directeur ou un de ses délégués, effectuer des achats à la cantine de l'unité de sécurité.

A sa demande, le pensionnaire est renseigné oralement sur la situation de son compte.

Une fois par mois, il obtient un récapitulatif écrit de la situation de son compte.

A sa sortie de l'unité de sécurité le pensionnaire se voit restituer les avoirs de son compte. Les modalités de restitution des avoirs sur le compte des pensionnaires sont déterminées par voie de règlement intérieur.

Art.20. (1) Le pensionnaire doit soigner son hygiène corporelle et se conformer aux exigences de l'hygiène.

Le pensionnaire est responsable du lavage et de l'entretien de son linge personnel. Pour ce faire, il a accès à la buanderie de l'unité de sécurité. Les produits de lavage, de même que des produits hygiéniques indispensables sont mis à sa disposition par l'unité de sécurité.

Une scrupuleuse propreté est exigée pour la personne et les vêtements; ceux-ci doivent être portés en bon ordre et avec décence.

(2) Le pensionnaire est responsable de l'ordre et de la propreté de sa chambre, de même que du mobilier, du matériel et des installations qui en font partie. Ils entretiennent dans un état constant de propreté leur chambre ou cellule ainsi que les objets qui s'y trouvent ou qui leur ont été remis pour leur usage personnel.

L'ordre et la propreté de la chambre sont contrôlés régulièrement.

Il est interdit aux pensionnaires de salir, de détériorer ou de détruire les effets d'habillement ou de couchage, ou d'autres objets mis à leur disposition, les installations des chambres individuelles, des salles de classe et des ateliers, des instruments de travail ou des matières premières.

Les parois, portes et fenêtres doivent rester exemptes de déprédations, de peinture, de graffitis, de collages ou autres. Il est interdit d'enlever ou de recouvrir l'inscription nominative figurant sur ou à côté de la porte.

Tout dommage causé volontairement ou par négligence dans le chef du pensionnaire est réparé aux frais du pensionnaire responsable.

Les frais sont récupérés sur l'avoir en compte du pensionnaire.

Art.21. (1) Tout pensionnaire est tenu au respect du règlement intérieur applicable à l'unité de sécurité et de coopérer avec l'équipe en charge de son encadrement pour réaliser la mise en œuvre du projet individualisé.

Il doit obéissance aux membres de personnel de l'unité de sécurité en tout ce qu'ils leur prescrivent pour l'exécution des règlements. Il doit observer à l'égard de tous les règles de la politesse.

(2) Tout comportement individuel ou collectif de nature à troubler le bon ordre de l'unité de sécurité ou le repos des autres pensionnaires est interdit au pensionnaire.

Il est interdit aux pensionnaires:

1. d'intervenir dans les affaires d'un co-pensionnaire;
2. de recevoir de l'extérieur quoi que ce soit sans l'autorisation du directeur;
3. de refuser la scolarisation obligatoire sans en avoir été dispensé;
4. de s'absenter des ateliers ou des salles de classe, de l'espace d'air libre ou des autres lieux communs sans l'autorisation d'un membre du personnel ;
5. d'avoir à sa disposition des lames de rasoir, des couteaux, canifs ou autres objets dont il est possible de faire un mauvais usage ;
6. de fumer dans tous les locaux de l'unité de sécurité pour des raisons de sécurité, d'hygiène ou de bon ordre. Cependant les pensionnaires âgés d'au moins seize ans sont autorisés à fumer dans le préau à ciel ouvert. Les modalités pratiques relatives à l'autorisation de fumer dans le préau à ciel ouvert sont déterminées par voie de règlement intérieur ;

Aucun pensionnaire ne peut remplir dans les services de l'unité de sécurité un emploi comportant un pouvoir d'autorité ou de discipline sur d'autres pensionnaires.

Tout don, prêt, échange ou vente est interdit entre pensionnaires.

Sont interdites toutes communications clandestines à l'aide desquelles un pensionnaire essaie de se mettre en rapport avec des personnes étrangères à l'unité de sécurité.

La détention individuelle d'animaux est interdite.

Art. 22. Le dispositif d'appel d'urgence installé dans les chambres peut être utilisé par le pensionnaire en cas de nécessité.

Art. 23. Les installations des locaux communautaires, des salles de classe, des ateliers et de la salle de sports doivent être traités avec soins.

Art. 24. Les conditions d'accès et d'utilisation relatives aux salles d'activités, de loisirs et de sport sont fixées par le directeur ou un de ses délégués.

Art.25. Tout comportement injurieux ou violent, tous faits, paroles ou gestes contraires à la décence ou à la bienséance, tout fait contraire à l'ordre, tout acte d'indiscipline et toute menace, violence ou voie de fait de la part du pensionnaire à l'égard d'un membre du personnel, à l'égard d'un co-pensionnaire ou plus généralement à l'égard d'une personne ayant accès à l'unité de sécurité est interdit.

Art.26. Il est dressé un rapport d'évolution mensuel sur chaque pensionnaire au juge de la jeunesse compétent.

Section 2. Naissance et décès

Art.27. Lorsque le médecin constate qu'une femme pensionnaire est enceinte, il établit un certificat médical en indiquant la date approximative de l'accouchement et en informe le directeur. Ce dernier signale sans retard l'état du pensionnaire au juge de la jeunesse.

Art.28. (1) En cas de décès du pensionnaire, la déclaration du décès est faite par le directeur ou son délégué à l'officier de l'état civil conformément à l'article 84 du code civil. Il est procédé en outre conformément aux dispositions de l'article 77 du code civil.

Lorsqu'il y a eu suicide ou lorsqu'il y a eu des signes ou indices de mort violente ou encore lorsque la cause du décès est inconnue ou suspecte, il est procédé conformément à l'article 81 du code civil.

(2) En cas de tentative de suicide, le membre du personnel de l'unité de sécurité sur place fait immédiatement appeler le médecin ou le service d'urgence et en informe de suite le directeur ou son délégué.

Section 3. Les droits et les devoirs du personnel de l'unité de sécurité

Art.29. Sans préjudice quant à l'article 31, les droits et les devoirs du personnel de l'unité de sécurité s'appliquent au personnel de l'unité de sécurité tel que défini au paragraphe 2 de l'article 3 ainsi qu'aux personnes qui dans l'accomplissement d'une mission socio-éducative ou sociale spécifique sont envoyés auprès un ou plusieurs pensionnaires de l'unité de sécurité.

Art.30. (1) Le membre du personnel de l'unité de sécurité est tenu de se comporter avec dignité et civilité tant dans ses rapports de service avec ses supérieurs, collègues et subordonnés que dans ses rapports avec les pensionnaires qu'il doit traiter dans la dignité et dans le respect de la loi.

Il doit accomplir sa tâche de telle manière que son exemple ait une bonne influence sur les pensionnaires et suscite leur respect. Il doit s'abstenir de tout acte, de tout propos ou de tout écrit qui serait de nature à porter atteinte à la sécurité et au bon ordre de l'unité de sécurité. Dans l'exécution du service, il doit se porter secours chaque fois que les circonstances l'exigent.

(2) Le membre du personnel de l'unité de sécurité ne peut entretenir avec les pensionnaires ainsi qu'avec les membres de la famille de ceux-ci, amis ou visiteurs, aucun rapport qui ne serait justifié par une raison de service.

(3) Il est interdit aux membres du personnel de l'unité de sécurité, sous peine de mesures disciplinaires :

- de se livrer sur les pensionnaires à des actes de violences ou à des traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

- de leur emprunter, de leur prêter, de leur acheter ou de leur vendre quoi que ce soit ;
- de servir d'intermédiaire entre les pensionnaires et les personnes en dehors de l'unité de sécurité, d'entretenir en leur faveur des correspondances sauf autorisation préalable du directeur ou de son délégué ;
- de communiquer à l'extérieur des renseignements sur le fonctionnement de l'unité de sécurité, sur les incidents de service et sur le dispositif de sécurité de l'unité de sécurité;
- de divulguer des renseignements concernant les pensionnaires.

(4) L'absence du service pour raison de maladie est réglée par les dispositions générales s'appliquant au personnel de l'Etat. Toutefois, chaque membre du personnel de l'unité de sécurité doit en informer sans retard le directeur, le directeur adjoint ou son délégué.

(5) Aucun membre du personnel de garde ne peut quitter son poste sans le consentement du directeur, du directeur adjoint ou de son délégué et sans que son remplacement ne soit assuré.

En cas d'événement grave touchant à l'ordre, à la discipline ou à la sécurité de l'unité de sécurité et dans tous les cas d'urgence qui requièrent la mobilisation du personnel de l'unité de sécurité; le directeur ou son délégué peut requérir les membres du personnel de l'unité de sécurité. Dans ce cas les membres du personnel de garde sont tenus de se rendre sans délai dans l'unité de sécurité lorsqu'ils y sont appelés, même s'ils sont libérés du service à moins de justifier de l'impossibilité de s'y rendre en raison d'un congé de maladie ou en raison d'un éloignement dû à un congé accordé par le directeur auquel cas le membre du personnel de garde concerné informe le directeur de l'impossibilité de s'y présenter.

Art. 31. Le port et l'usage d'armes par le personnel du centre à l'intérieur et à l'extérieur de l'unité de sécurité est interdit.

Section 2. Conséquences du non-respect des obligations imposées au pensionnaire pendant son placement dans l'unité de sécurité

Art.32. (1) Les actes ou omissions par lesquels le pensionnaire refuse toute coopération avec les membres du personnel en charge de son encadrement ou par lesquels le pensionnaire contrevient aux dispositions du présent règlement ou du règlement d'ordre intérieur applicables à l'unité de sécurité, aux instructions du personnel tels les actes de désobéissance, les actes d'indiscipline et d'insubordination sont traités selon les circonstances et la gravité des faits et en tenant compte de l'état de santé, de la vulnérabilité, du degré de maturité du pensionnaire et de son contexte socio-psychologique individuel.

Ce comportement du pensionnaire appelle une réaction du personnel de l'unité de sécurité qui consiste dans l'application des mesures d'éducation prévues par la loi.

(2) Lorsque le pensionnaire commet l'un des actes spécifiés par le paragraphe 2 de l'article 9 de la loi, il fait l'objet d'une mesure disciplinaire selon la forme et selon les conditions établies par la loi.

Section 3. L'exécution de la mesure disciplinaire dans l'unité de sécurité

Art.33. (1) L'isolement temporaire du pensionnaire en chambre d'isolement consiste dans le maintien du pensionnaire, de jour et de nuit, dans une chambre qu'il doit occuper seul.

Le placement en chambre d'isolement ne peut être ordonné à condition que le médecin ait examiné le pensionnaire et certifié par écrit que celui-ci est capable de la supporter. La mesure disciplinaire est suspendue si le médecin constate que sa continuation est de nature à compromettre la santé physique ou mentale du pensionnaire.

Pendant son isolement en chambre d'isolement le pensionnaire continue de bénéficier de l'encadrement pédagogique et des soins médicaux. Le pensionnaire soumis à l'obligation scolaire reçoit l'enseignement dans la chambre d'isolement. Il a droit au minimum à une heure d'exercice en plein air par jour et de demander un journal ou un livre de la bibliothèque.

En cas de placement du pensionnaire en chambre d'isolement, ce dernier est soumis à un contrôle régulier par le personnel de garde. Le personnel de garde effectue des contrôles visuels du pensionnaire au minimum toutes les deux heures le tout sans préjudice quant aux contrôles visuels plus fréquents à effectuer par le personnel de garde lorsque la situation du pensionnaire exige un tel procédé. La date et heure, le nom et le prénom du pensionnaire surveillé ainsi que l'identité de l'agent procédant au contrôle est à consigner par ce dernier dans le relevé des contrôles à chaque fois qu'il procède au contrôle du pensionnaire. En cas d'appel à l'aide de la part du pensionnaire placé en chambre d'isolement le personnel de garde est tenu de procéder sans délai au contrôle visuel du pensionnaire. En cas de besoin le membre du personnel se fait accompagner par un membre du personnel de garde pour entrer dans la cellule afin de vérifier la situation du pensionnaire.

(2) Le placement en cellule d'isolement entraîne la privation de l'accès aux technologies d'information et de communication, de cantine, des loisirs et des activités en commun.

(3) Le placement en cellule d'isolement entraîne la privation de correspondance avec l'extérieur et la privation de visite, exception faite des communications et des visites autorisées en application de l'article 11 du présent règlement grand-ducal.

Art.34. (1) Toute mesure disciplinaire encourue par le pensionnaire dans l'unité de sécurité et l'indication succincte des circonstances ayant donné lieu à la punition sont inscrites dans le dossier personnel du pensionnaire.

Tous les avantages accordés au pensionnaire du fait de son comportement exemplaire sont mentionnés dans le dossier personnel du pensionnaire.

(2) S'il y a des indices sérieux quant à la présence d'objets dangereux ou illicites dans l'unité de sécurité, au risque de fuite, à la commission d'infractions, à la mise en danger de la sécurité de l'unité de sécurité et des personnes y présentes; les objets dangereux, les produits illicites ou les objets ayant servi à la commission d'une infraction dans l'unité de sécurité, de même que les objets dangereux ou illicites ayant été trouvés lors des fouilles peuvent être saisis par le personnel de l'unité de sécurité pour prévenir à la commission d'autres infraction ou de dommages. Les objets saisis seront remis par le personnel de l'unité de sécurité aux autorités en charge du constat des infractions commises dans l'unité de sécurité.

(3) Le constat des infractions de droit pénal commises dans l'enceinte de l'unité de sécurité relève de la compétence des officiers et des agents de police judiciaire de la police grand-ducale.

Art.35. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur en date du XXXX.

Art.36. Notre Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement grand-ducal qui sera publié au Mémorial.